

CONTRE LA MAJORITÉ DE LA POPULATION LE GOUVERNEMENT VEUT PASSER EN FORCE

CONSTRUIRE LA GRÈVE JUSQU'AU RETRAIT DE LA LOI TRAVAIL

Depuis deux mois la lutte contre le projet de la loi « travaille ! » continue partout en France. Cette loi est une agression sans précédent contre les droits des salarié-es et des chômeur- ses. En faisant primer les accords d'entreprises sur les accords de branche et sur le code du travail (inversion de la hiérarchie des normes), le gouvernement ouvre la porte à un retour en arrière sur un siècle d'acquis sociaux (temps de travail salaires, repos obligatoires...).

Les lycéen-nes, les jeunes, les salarié-es, les chômeur-ses, les intermitten-tes et « nuit debout » sont mobilisé-es dans des actions de grèves et de blocages économiques. Leur détermination est grande, notamment face à une forte répression policière (violences policières, arrestations, intimidations...). Pour seule réponse, le gouvernement, avec arrogance, prétend œuvrer pour les salarié-es alors que cette loi va accentuer une « flexibilisation » du marché de l'emploi qui nous fragilisera toutes et tous encore plus. Elle entraînera une augmentation considérable de la précarité pourtant déjà beaucoup trop importante.

Mardi 10 mai, le gouvernement Valls, en annonçant le recours au 49-3 (article de la Constitution qui permet l'adoption d'un texte sans passer par le vote des députés), joue le passage en force et montre définitivement le mépris qu'il porte à la majorité de la population, dont on sait qu'elle rejette massivement ce texte.

Nous devons maintenant passer du refus à l'action. Tout le monde est concerné, y compris les fonctionnaires : remise en cause des CHSCT, de la médecine du travail... et surtout, une fois le code du travail détruit, le prochain gouvernement n'aura pas de mal à s'en prendre au statut des fonctionnaires ! Statut déjà mis à mal par une série de réformes comme la RIFSEEP dont nous continuons à demander le retrait.

Comment agir ? Comment gagner ?

Le gouvernement reste dans sa posture de mépris et d'arrogance.

Pour gagner, il n'y a qu'une façon, c'est bloquer construire partout la grève, seul moyen d'arrêter la machine et d'imposer un rapport de force suffisant. Une grève efficace et qui a du sens est une grève active : manifestations, actions, information des collègues qui ne sont pas encore convaincus de se mobiliser.... Quelque soit notre niveau et nos possibilités d'engagement dans la mobilisation, soyons efficaces à chaque instant.

La semaine qui arrive peut être décisive pour bâtir par la grève un rapport de force contre cette loi. L'intersyndicale nationale appelle d'ores et déjà à faire grève mardi 17 et jeudi 19 mai.

D'ores et déjà des grèves reconductibles se préparent dans plusieurs secteur (grève chez les routiers, dans le rail) et des actions interprofessionnelles auront lieu avec notamment des blocages prévus à partir du lundi 16 au soir (infos plus précises à venir)

En ce sens, les syndicats CGT, FO, FSU, SUD de l'ESR Ranguel appellent face au dénis de démocratie, à amplifier la mobilisation. Discutons-en en assemblée générale !

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES PERSONNELS

Mercredi 18 mai - 12h30

Amphi Maxwell (Bât 3TP2 - Université Paul Sabatier)

GRÈVE ET MANIFESTATIONS

Mardi 17 et Jeudi 19 mai

A l'appel des syndicats suivants : SNTRS-CGT, CGT FERC Sup, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SUD Recherche EPST, SUD Education, SNPREES-FO